

Prévisions 2020 : quelles contestations anti-systèmes en Europe orientale ?



A l'occasion de la fin de l'année 2019, Atlantico a demandé à ses contributeurs les plus fidèles de s'interroger sur l'année à venir. A quoi pourrait bien ressembler 2020 ? Florent Parmentier s'interroge sur la tournure que pourraient prendre les contestations anti-systèmes en Europe orientale.

Avec Florent
Parmentier

En ce qui concerne l'année qui vient, une chose paraît évidente : 2020 verra la continuation des contestations contre les systèmes politiques en place à travers le monde. Cela ne peut surprendre, si l'on considère que les années 2010 ont renouvelé le genre, dans un contexte de montée des inégalités, de perte de confiance dans la politique avec la mondialisation, d'interconnexions croissantes liées aux nouveaux usages technologiques et de dérèglement climatique.

Ces mouvements anti-systèmes existent tant dans les régimes démocratiques que dans les régimes dits illibéraux et autoritaires, à divers endroits. Qu'y a-t-il de commun entre le mouvement des gilets jaunes en France et les manifestants de Hong Kong ? Entre les manifestants à Santiago et ceux réprimés discrètement mais fermement de Téhéran ? Les manifestations à Alger ou à Beyrouth forment-ils les prémices d'un nouveau printemps arabe, après ce mouvement de fonds ayant traversé la région en 2011 ? Ce ne sont là que quelques unes des contestations anti-systèmes les plus visibles de l'année 2019.

Répartis sur tous les continents, ces mouvements anti-systèmes ont pris diverses formes : des manifestations plus ou moins pacifiques côtoient le soutien à des partis politiques rejetant l'ordre établi et les élites en place, le rejet des discours officiels s'accompagnent parfois du dédagisme... Le niveau du discours rejoint parfois celui de l'action politique et militante.

L'Europe orientale est elle-même traversée par ces tendances, avec ses propres spécificités, observables en Russie, en Ukraine, en Géorgie, en Biélorussie ou en Moldavie. En effet, juillet 2019 a vu des contestations en Russie avant les élections municipales, de nombreux citoyens ayant déploré des irrégularités quant à la possibilité d'exercer leurs droits électoraux. Il s'agit donc bien d'une demande d'Etat de droit, passant par la dénonciation de pratiques illibérales et oligarchiques. Des demandes similaires ont eu lieu en Géorgie en novembre, où des citoyens ont manifesté contre l'échec d'une réforme du mode de scrutin, dénonçant au passage l'influence politique toujours réelle de l'oligarque Bidzina Ivanishvili. Le rejet de l'oligarchie a connu un développement spectaculaire en Moldavie, puisque le premier oligarque du pays, Vlad Plahotniuc, a dû fuir le pays en juin dernier, sous la pression d'une coalition inattendue entre le parti socialiste (favorable à un rapprochement avec la Russie) et l'alliance ACUM de centre-droit (favorable à des relations plus étroites avec l'Union européenne). Le temps de quelques mois (le gouvernement est tombé en novembre), les

oppositions géopolitiques supposées être irréconciliables n'ont pas pu empêcher la formation d'une "coalition anti-oligarchique". La géopolitique était au contraire au coeur des préoccupations des milliers de manifestants biélorusses de décembre, qui ont fait part de leurs inquiétudes face au risque d'absorption du pays.

Cette année a également marqué l'ascension au pouvoir de Volodymyr Zelensky lors des présidentielles, suite à une campagne éclair, parvenant à défaire le Président en poste Petro Porochenko, qui a voulu s'affirmer comme le meilleur rempart contre la Russie. Le candidat Zelensky, acteur d'une série à succès (Serviteur du peuple), iconoclaste dans ses méthodes et sa communication, l'a emporté au second tour dans toutes les régions (sauf une) et sur un score national aux allures de plébiscite (73,2%). A l'origine du succès de Zelensky, non le surenchère nationaliste, mais la volonté de tourner le dos aux oligarques et à la corruption des élites ukrainiennes, qui ne fait aucun doute. Mais, paradoxalement, cette élection ébouriffante arrive derrière l'échange de prisonniers massifs de septembre dernier quand il s'agit pour les Ukrainiens de désigner l'événement de l'année !

Qu'attendre donc de 2020 ? Plus que la tentation populiste, c'est l'appel à l'Etat de droit qui semble mouvoir une grande partie de l'espace post-soviétique. Les élections législatives en Géorgie et les présidentielles en Moldavie se gagneront peut-être sur la question de l'anti-oligarchie, comme les citoyens russes se mobiliseront autour de causes locales et sociales (des droits sociaux, des faits de corruption et des scandales environnementaux). En cela, elle se distingue peut-être de l'Europe centrale, où les régimes politiques plus ouverts et démocratiques sont également plus attaqués par le populisme illibéral. Le président Zelensky est aussi devenu un précédent, tout comme l'alliance anti-oligarchique en Moldavie, donnant du grain à moudre à ceux qui considèrent que l'appel pour l'Etat de droit est résilient même dans une période où le libéralisme politique est entré dans une période de doute.